

les conceptions philosophiques (!) » (p. 25). Depuis Marx, nous savons que cela n'est que l'apparence, l'aspect superficiel de la question, tandis qu'en réalité les partis se constituent sur la base des défenses des intérêts d'une classe ou d'une partie de classe. Mais Renard ne peut pas poser la question de cette façon, car autrement, il en découlerait que la *libération sociale* de la classe ouvrière n'est possible sans sa libération politique. Et non seulement il est faux de prétendre que « les buts politiques sont trop éloignés, alors que les buts syndicaux sont immédiats » (p. 25), mais nous nous sommes efforcés de démontrer, dans les lignes qui précèdent, que ces « buts syndicaux » déterminés par Renard, c'est-à-dire le contrôle ouvrier sur la production, ne peuvent même pas se réaliser en définitive, si les buts politiques (la conquête du pouvoir) ne se réalisent *avant*. La classe ouvrière ne peut pas « s'occuper du comment on produit et on distribue les richesses », ne peut pas « détenir ces leviers de commande » (p. 28), si elle n'enlève au préalable le pouvoir politique à la bourgeoisie.

Mais en réalité, cette séparation arbitraire que Renard introduit entre « la politique et l'économie », alors que la vie donne chaque jour à l'ouvrier l'expérience de leur liaison intime, n'est en définitive qu'une séparation entre ses conceptions syndicales réformistes et la politique révolutionnaire. Car là où il envisage un « regroupement des formations politiques autour des syndicats », il donne comme exemple le rôle de la C.G.T. française dans la formation du Front Populaire (p. 18, 19). Le rôle joué par la direction de la F.G.T.B. — dont Renard, durant la crise royale en Belgique — ne fait que confirmer cette thèse: adversaire d'une intégration dans la politique révolutionnaire, soi-disant par souci « d'indépendance syndicale », Renard — comme tous les autres dirigeants syndicaux opportunistes — s'intègre en pratique dans la pire des politiques réformistes, celle de la collaboration de classe, à chaque tournant grave, à tout moment de crise. En tant que Léninistes, nous sommes les défenseurs acharnés de l'indépendance syndicale, même après la prise du pouvoir. Mais ce principe ne fait qu'impliquer la coordination continue du travail syndical et du travail politique. La direction réformiste mène les syndicats tout droit à leur intégration dans l'appareil bourgeois (de la « Conférence Nationale de Travail » à l'arbitrage forcé), c'est-à-dire à la paralysie complète.

Une renaissance syndicale n'est possible que sous une direction révolutionnaire. Celle-ci, en reconnaissant avant tout le véritable rôle de l'Etat bourgeois, doit comprendre que ses efforts syndicaux ne peuvent aboutir que dans la mesure où le prolétariat, grâce à sa direction politique révolutionnaire, est capable d'asséner les coups décisifs à cet Etat.

### « Révolution constructive » ou Révolution prolétarienne

Substituant à la lutte de classe la lutte de tous les « producteurs » contre les « monopoleurs », pris en dehors des catégories sociales réelles, Renard conclut que le « contrôle des leviers de commande » de la production suffirait pour transformer, comme sous le coup d'une baguette magique, le régime capitaliste en un régime où « l'on construit le socialisme ». La voie qu'il indique

pour y arriver, est la voie exclusivement syndicale et réformiste qui envisage la grève et d'autres actions de masse comme un pis-aller, un simple moyen de pression sur la bourgeoisie.

Nous avons démontré le caractère utopique, irréalisable de ces conceptions, et nous avons en même temps essayé d'indiquer combien la confusion qu'elles introduisent dans la conscience ouvrière en font *objectivement* une théorie conservatrice et réactionnaire.

Nous ne consacrerons enfin pas beaucoup de place pour affirmer que, même si cette « révolution » se « construit » réellement, elle ne signifie pas du tout une véritable révolution, mais seulement une tentative, vouée d'avance à l'échec, pour rafistoler le capitalisme irrémédiablement condamné! L'exemple français et anglais (1) sont trop éloquents à ce sujet. La création de commissions paritaires dans les usines (Qui tranchera les différents?) d'un conseil économique, les nationalisations (Renard se tait sur la question des *indemnisations!*), tout cela n'est progressif, n'est « révolutionnaire » qu'en mesure où l'action des masses le prend comme point de départ pour détruire complètement l'Etat et la propriété capitalistes. Pour Renard, il s'agit de buts finaux à atteindre, et à atteindre *pacifiquement*, dans le cadre du régime actuel. Ce qu'il désire en réalité, ce n'est pas la « révolution constructive », c'est la reconstruction pacifique du capitalisme, avec une large distribution de places grassement payées dans l'appareil d'Etat aux responsables syndicaux.

Avant Renard, nous avons lancé les mots d'ordre de *contrôle ouvrier sur la production* et de *nationalisations sans indemnisations* des banques et des industries-cléf. Mais nous savons très bien que ces mots d'ordre sont *irréalisables* dans le cadre « normal » du capitalisme. Ils peuvent et doivent servir de buts immédiats pour une offensive révolutionnaire du prolétariat. Au cours de cette offensive surgiront les organes de la dualité de pouvoir. C'est leur destin qui déterminera le destin du contrôle ouvrier et des entreprises expropriées. Seule, la conquête révolutionnaire du pouvoir peut défendre efficacement, et stabiliser, ces conquêtes ouvrières. Mais cette conquête du pouvoir présuppose l'existence d'un puissant parti révolutionnaire.

Les meilleurs militants syndicalistes ont déjà compris le caractère opportuniste de la direction actuelle du M.S.U. Ils en ont assez d'entendre *bavarder* sur la « révolution constructive », ils veulent déclencher des actions en vue de conquérir le contrôle ouvrier sur la production. Ces actions ne peuvent être que des actions révolutionnaires de classe. Pour qu'elles triomphent, il faut qu'il existe, à côté d'un syndicat puissant, uni, dirigé par les éléments les plus conscients et les plus combattifs, un parti révolutionnaire léniniste d'avant-garde, qui dirige l'offensive politique contre la bourgeoisie. La place des syndicalistes révolutionnaires est dans ce parti, le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale.

E. GERMAIN.

(1) Voir l'article de M. Robert, dans ce même numéro de « L'Avant-Garde ».

Editeur responsable:

M.-L. BOUXAIN, 8 rue Joseph Claes, Bruxelles.